

Razmig Keucheyan : « Il faut définir nos besoins authentiques collectivement »

 alternatives-economiques.fr/razmig-keucheyan-faut-definir-nos-besoins-authentiques-collectivement/00098191

« Un système économique qui met au centre la satisfaction des besoins suppose à mon sens une planification écologique qui se fixe pour objectif la décroissance matérielle de la production », estime le sociologue Razmig Keucheyan. Dossier illustré par Mathilde Aubier

?

Razmig Keucheyan Sociologue, professeur à l'université de Bordeaux



De quoi avons-nous réellement besoin ? Vertigineuse question, à laquelle la société française a été en quelque sorte forcée de répondre durant les périodes de confinement, à travers la définition d'une liste d'activités essentielles. A l'heure où prolifèrent les besoins créés de toutes pièces par le capitalisme et encouragés par la société de consommation, ce n'est pas une tâche facile.

Dans son ouvrage *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme ?*, paru en septembre 2019 aux éditions Zones, le sociologue et professeur à l'université de Bordeaux Razmig Keucheyan imagine une manière de redéfinir collectivement nos besoins et de les rendre à la fois plus soutenables écologiquement et moins aliénants pour l'individu. Un questionnement essentiel si l'on veut espérer changer un tant soit peu nos manières de produire et de consommer.

Dans votre livre, vous parlez de besoins artificiels, mais aussi de besoins plus qualitatifs. Comment les identifier ?

Razmig Keucheyan : Chacun de nous ressent au fond de lui ce qu'est un besoin artificiel. On peut citer comme exemple l'obsession pour l'énième version de l'iPhone. Il est en revanche plus difficile d'intégrer ensuite cette notion dans une réflexion plus théorique. Et, surtout, de trouver les moyens de lutter contre ces besoins artificiels.

Ceci dit, il y a aussi des besoins plus ambivalents. Ecouter de la musique, voyager, sont des besoins artificiels au sens où ils ne sont pas une condition nécessaire de notre survie. Ce ne sont pas des besoins vitaux, comme l'est le fait de respirer, d'avoir accès à de la nourriture et de l'eau, ainsi qu'à l'obscurité pour permettre le repos et le bon fonctionnement de l'organisme.

Mais sans être nécessaires à la survie en tant que telle, certains types de besoins sont essentiels à une vie bonne, intéressante et épanouie. Agnes Heller [une philosophe et sociologue hongroise, NDLR] les qualifie de besoins « radicaux », reprenant ce concept de

Marx. De son côté, le philosophe André Gorz parle de besoins « qualitatifs ». On peut en citer un certain nombre : aimer et être aimé, se cultiver, faire preuve d'autonomie, faire preuve de créativité intellectuelle, avoir une sexualité épanouie, etc.

Si on reprend l'exemple du voyage, c'est un besoin qui n'est pas nocif au départ. Il le devient à partir du moment où il n'est plus soutenable sur le plan écologique. Avec le développement des vols *low-cost*, par exemple, le tourisme devient fortement émetteur de gaz à effet de serre. Il devient également nocif lorsqu'il en vient à provoquer certains affects aliénants chez l'individu. Il peut s'agir de frustration de ne pouvoir voyager, ou encore chez d'autres de formes d'addiction qui donnent parfois lieu à des troubles de la consommation compulsive. Car le consumérisme n'est pas seulement néfaste pour l'environnement, il l'est aussi pour chacun d'entre nous. J'évoque dans mon livre l'exemple des groupes de « Débiteurs anonymes » qui existent aux Etats-Unis. Conçus sur le modèle des Alcooliques anonymes, ils permettent à des personnes surendettées à cause de leur frénésie de consommation de faire part de leur mal-être.

Vous citez abondamment André Gorz et Agnes Heller. En quoi leurs travaux ont-ils été utiles à votre réflexion ?

R. K. : Ces deux auteurs traitent du lien entre besoins et capitalisme. Lien qui peut être formulé de deux façons : on peut se demander « comment le capitalisme crée des besoins artificiels ? », mais aussi « comment politiser les besoins pour développer une critique du capitalisme ? ». S'interroger sur ce qui distingue les besoins authentiques des besoins artificiels, c'est par là même se poser la question du dépassement du système capitaliste.

Pour André Gorz comme pour Agnes Heller, il y a un paradoxe des besoins dans le capitalisme. D'un côté, le développement économique nous permet de ne plus nous préoccuper uniquement de nos besoins vitaux immédiats. Le voyage par exemple est un besoin historique : jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, il était pour l'essentiel réservé à une élite et tend aujourd'hui à se démocratiser. Mais ce même capitalisme – parce qu'il produit des structures politiques inégalitaires, une concentration du pouvoir et une aliénation par le travail – ne permet pas que ces besoins nouveaux soient pleinement satisfaits pour tous. Au contraire, il crée des frustrations. Dans cet interstice émergent des mouvements sociaux en faveur d'une nouvelle société post-capitaliste qui soit plus encline à permettre l'assouvissement de ces besoins. En ce sens, les besoins radicaux ou qualitatifs sont l'un des moteurs du changement historique, nous expliquent Gorz et Heller.

André Gorz écrit pendant la guerre froide en Europe de l'Ouest ; il prend donc la société de consommation comme objet d'étude. Agnes Heller, à la même époque, se trouve en Hongrie de l'autre côté du rideau de fer. Elle se rend compte que lorsqu'une caste de bureaucrates décide des besoins de chacun, cela conduit à la catastrophe et aborde donc plutôt les besoins sous l'angle de la « dictature sur les besoins » exercée par ces bureaucrates.

Une réflexion sur les besoins est indissociable selon vous d'une forme de planification. Pourquoi ?

R. K. : La création de besoins artificiels toujours plus nombreux dans notre société est à chercher, on l'a vu, dans la logique même du capitalisme, par essence productiviste et consumériste. Au début de la crise sanitaire, un autre type de fonctionnement économique a pointé le bout de son nez – sans perdurer malheureusement – où les besoins étaient au cœur de l'organisation de la production. Avec l'urgence de trouver des masques et des respirateurs, les besoins immédiats ont pris le dessus sur la logique marchande, ce qui a conduit à des phénomènes de réquisition ou de contrôle des prix. Sans tomber dans les métaphores guerrières employées alors par le pouvoir exécutif en France, nous avons eu un aperçu de ce que pourrait être une économie planifiée, où l'on commence par collectivement définir des besoins, et où l'on produit en fonction ensuite.

« Un système économique qui met au centre la satisfaction des besoins suppose à mon sens une planification écologique qui se fixe pour objectif la décroissance matérielle de la production »

La planification a mauvaise presse car la manière dont elle a été mise en œuvre en URSS au XX^e siècle jusqu'à la chute du mur de Berlin a constitué un échec retentissant. Mais planifier signifie simplement placer les besoins – plutôt que les mécanismes marchands – au centre de notre système économique. L'un des défis aujourd'hui est donc de planifier la satisfaction des besoins démocratiquement. Sinon, nous risquons de tomber dans la « *dictature sur les besoins* », qu'Agnes Heller percevait en URSS. En clair, un système économique qui met au centre la satisfaction des besoins suppose à mon sens une planification écologique qui se fixe pour objectif non pas la croissance comme aujourd'hui, mais la décroissance matérielle de la production.

Qui a le pouvoir de trancher en dernier ressort pour définir quels besoins sont authentiques et lesquels sont artificiels ? Comment éviter de tomber dans cette dictature sur les besoins évoquée par Agnes Heller ?

R. K. : La délimitation entre l'authenticité et l'artificialité de nos besoins doit être décidée démocratiquement, elle ne peut pas être posée a priori. Cette délibération démocratique peut notamment s'appuyer sur trois institutions.

Dans un premier temps sur un Parlement national – et pourquoi pas aussi supranational – qui ne soit pas, comme aujourd'hui en France, une simple chambre d'enregistrement de ce que décide le pouvoir exécutif, mais un lieu où puisse s'exprimer la complexité des intérêts sociaux. On devrait pouvoir y débattre de questions aussi importantes que « de quels services publics avons-nous besoin ? ». Dans un service public, la satisfaction des besoins se fait en principe hors du marché, à l'abri de la logique du profit. La pandémie l'a montré, nous avons besoin de renforcer et d'élargir le périmètre de ces services publics.

Deuxièmement, il faudrait imaginer une Assemblée qui, sur le modèle de l'Assemblée du futur proposée par le philosophe Dominique Bourg, serait chargée de décider ce qui concerne le moyen et le long termes, comme la décroissance de certains secteurs économiques, ou la réalisation d'investissements en faveur de la transition écologique. Cette Assemblée serait donc en charge de la planification à la fois écologique et

économique. Pour être à l'abri des querelles partisans ou de court-termisme, elle ne serait pas élue à la manière des députés ni des sénateurs, mais pensée plutôt par exemple comme une émanation du Conseil économique, social et environnemental (Cése), dotée de pouvoirs accrus.

Pour que cela fonctionne, il faut un troisième pilier de démocratie directe. Cela pourrait se faire via des comités établis à l'échelle des quartiers ou d'entreprises, fruit d'une activité spontanée de la population et conçus sur le modèle des « associations de producteurs-consommateurs » pour rassembler les deux pans de l'activité économique autour de la délibération sur les besoins.

Si on s'intéresse à l'histoire des associations de consommateurs, on constate que lorsqu'elles ont été créées au début du XX^e siècle, elles étaient proches des syndicats. Par la suite, les associations de producteurs (les syndicats) et de consommateurs se sont progressivement éloignées. Il faudrait de nouveau rapprocher les deux aujourd'hui. Ces associations de producteurs-consommateurs seraient chargées de délibérer sur les grands choix productifs, sous contrainte environnementale. Ainsi, le choix de ce qu'il faudrait produire ou non ne serait plus laissé aux marchés et aux capitaux privés comme aujourd'hui, mais rendu aux citoyens. C'est la base de départ pour une société en rupture avec le productivisme.

Dans un tel processus de définition collective de nos besoins, quelle place reste-t-il pour les désirs individuels ?

R. K. : L'idée n'est bien sûr pas que le moindre pan de notre vie personnelle soit soumis à la délibération collective. Agnes Heller insiste d'ailleurs sur l'importance de respecter les besoins individuels. Chacun peut décider de vivre sa vie comme il l'entend, à condition que ces besoins soient universalisables, c'est-à-dire ne privilégient ni n'abaissent personne, et soient compatibles avec la soutenabilité des écosystèmes. En cas de non-respect de cette condition d'universalité, et seulement dans ces cas-là, une délibération serait nécessaire. Nous devons, en clair, nous assurer collectivement que chacun puisse assouvir toute la palette des besoins humains potentiels à partir de laquelle il pourra choisir pour lui-même ce qui lui semble pertinent, et développer ses propres besoins singuliers.

Retrouvez l'intégralité de notre dossier : [Peut-on sortir de la société de consommation ?](#)

Propos recueillis par Aude Martin